

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 18 mai 2022

AUX PRÉSIDENTES-DIRECTRICES GÉNÉRALES, PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX, DIRECTRICES GÉNÉRALES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

AUX DIRECTRICES GÉNÉRALES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

Mesdames,
Messieurs,

Nous vous informons de l'entrée en vigueur de la Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (2022, chapitre 6) (Loi) sanctionnée le 6 avril dernier (<http://m.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-101-42-1.html>).

Avec les changements introduits par la Loi, plus que jamais, aucune situation de maltraitance ne peut être tolérée. Il s'agit de protéger encore davantage les personnes aînées ainsi que les autres personnes majeures en situation de vulnérabilité, peu importe si elles se trouvent déjà dans le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) ou le réseau privé.

Voici un résumé des principales mesures contenues dans la Loi, lesquelles auront un impact sur les diverses directions de programmes, notamment celles offrant des services aux aînés et aux personnes majeures en situation de vulnérabilité comme les personnes ayant un trouble de santé mentale, les personnes en situation d'itinérance ainsi que les personnes ayant une déficience intellectuelle et/ou une déficience physique :

- élargissement de l'obligation de signaler un cas de maltraitance pour les prestataires de services de santé et de services sociaux et pour les professionnels au sens du Code des professions aux clientèles suivantes :
 - personne en centre d'hébergement et de soins de longue durée;
 - résident vulnérable en résidences privées pour aînés (RPA);
 - usager en ressources intermédiaires (RI) ou en ressources de type familial (RTF);
 - personne inapte selon une évaluation médicale;
 - personne en tutelle, en curatelle ou sous mandat de protection homologué.

... 2

- responsabilité du président-directeur général ou du directeur général de l'établissement, selon le cas, ou la personne qu'il désigne, de voir à la mise en œuvre et à l'application de la politique, à promouvoir une culture de bientraitance au sein de l'établissement et à prendre les moyens nécessaires afin de prévenir la maltraitance et de mettre fin à tout cas de maltraitance porté à sa connaissance;
- révision et transmission au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) de la politique d'établissement de lutte contre la maltraitance d'ici avril 2023;
- institution d'un centre provincial d'aide, d'évaluation et de référence concernant la maltraitance servant de porte d'entrée unique pour toute personne concernée par une situation de maltraitance envers une personne aînée ou autre personne majeure en situation de vulnérabilité;
- optimisation de la reddition de comptes, attendue des commissaires locaux aux plaintes, et à la qualité des services pour obtenir un portrait plus détaillé des situations de maltraitance vécues dans différents milieux de vie;
- ajout d'infractions pénales applicables notamment à l'égard de l'auteur d'un acte de maltraitance, pour assurer la santé et la sécurité de nos proches les plus vulnérables;
- administration provisoire appliquée lors de situations exceptionnelles dans certaines RI ou RTF, RPA et établissements de santé et de services sociaux privés non conventionnés;
- transmission d'un plan de cessation des activités d'une RPA à l'établissement de son territoire pour approbation au moins neuf mois avant la date prévue de la cessation;
- clarification des rôles et des responsabilités des différents acteurs impliqués dans le cadre de l'application d'un processus d'intervention concerté.

Afin de soutenir les établissements du RSSS ainsi que les ministères et organismes gouvernementaux concernés par la Loi, le MSSS travaille à la mise à jour de divers outils d'accompagnement qui seront disponibles sous peu.

D'ici là, vous êtes invités à faire suivre la présente lettre aux personnes concernées par l'implantation de la Loi, notamment à la Personne responsable de la mise en œuvre de la politique de lutte contre la maltraitance (PRMOP) de votre établissement et à transmettre vos questions à M^{me} Fabienne Thibault, responsable de la mise en œuvre de la Loi :

[REDACTED]

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La sous-ministre adjointe,

[REDACTED]

Natalie Rosebush

c. c. Mme Dominique Savoie, MSSS
PDGA des CISSS et des CIUSSS

N/Réf. : 22-PA-00127